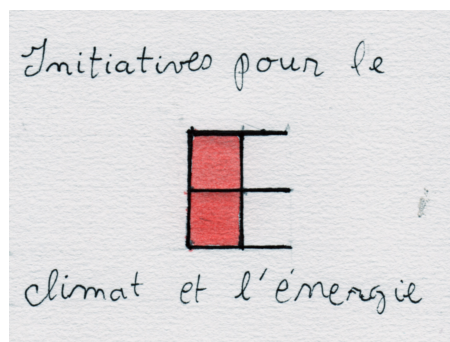


L'éolien est en France d'inutilité publique majeure

Initiatives pour le climat et l'énergie,

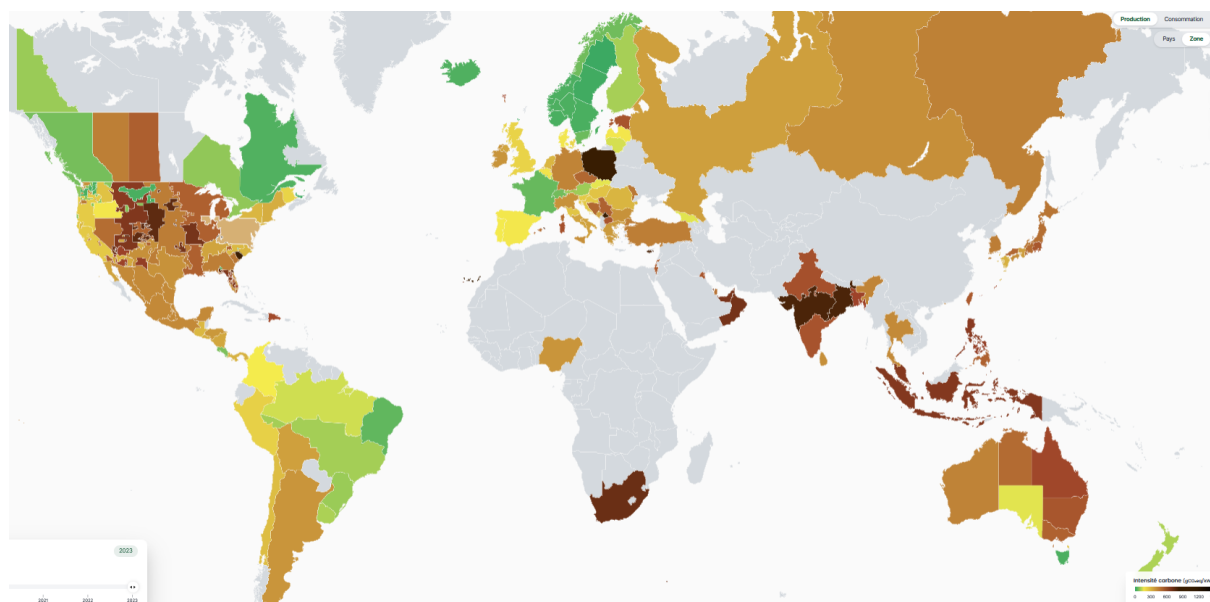
Réunion NEMO de Sainte Marie de Ré, 23 avril 2024



Contact : Jacques Maillard, jacquesmaillard@wanadoo.fr

Les ingénieurs spécialistes de ces questions l'affirment, sur la base des lois incontournables de la physique et du fonctionnement des réseaux électriques.

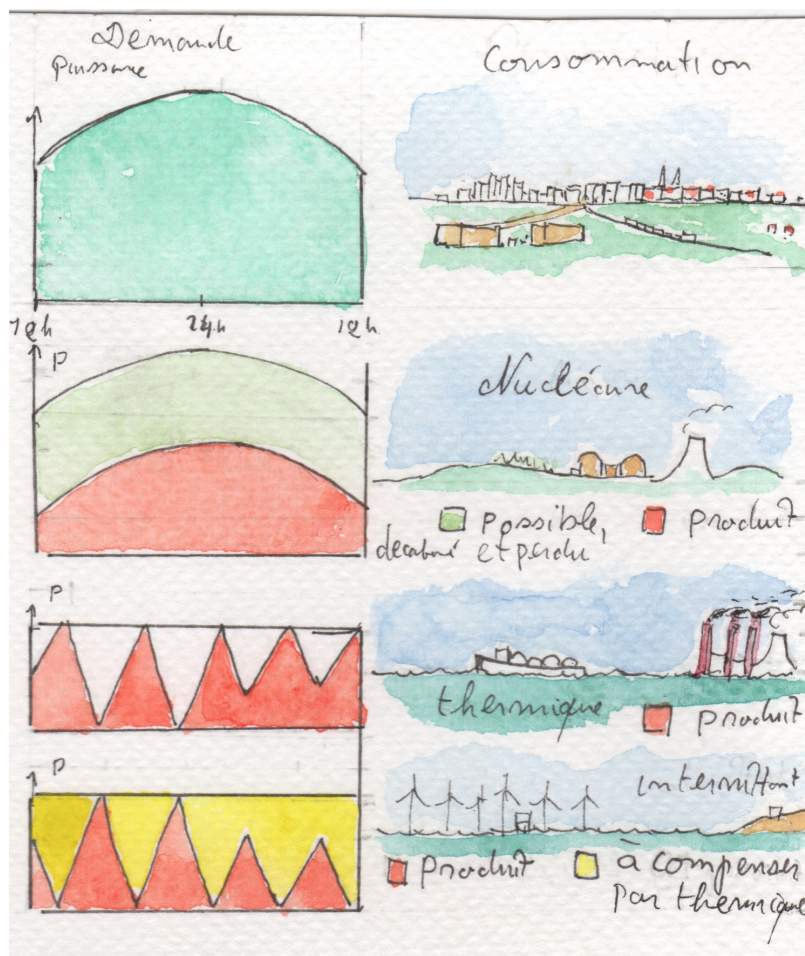
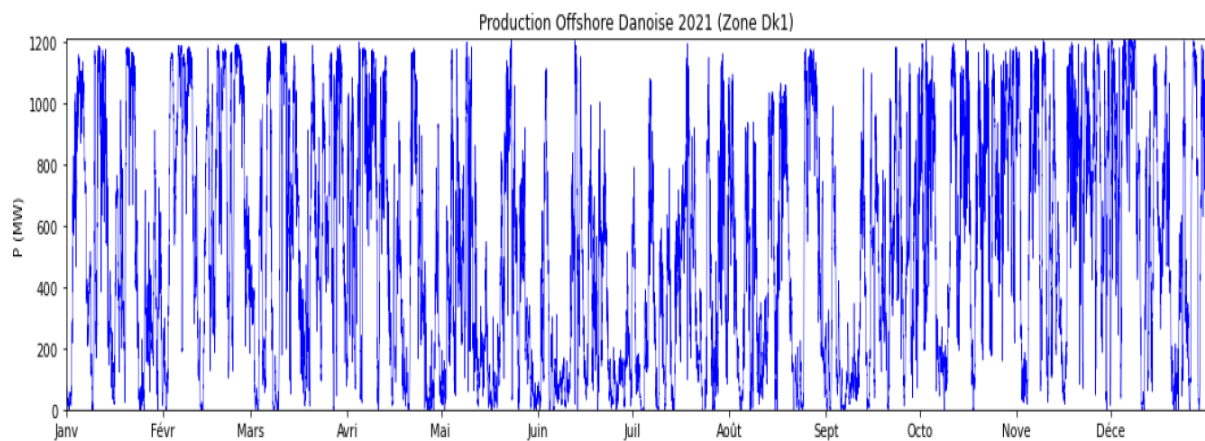
-L'éolien ne peut avoir aucun rôle significatif pour lutter contre le réchauffement climatique, car notre électricité, grâce au nucléaire et à l'hydroélectricité, émet déjà très peu de gaz à effet de serre.



émissions monde de CO2 par la production d'électricité en 2023

Dont : France :	45g CO2/kwh,	Espagne :	160g CO2/kwh,
Danemark Ouest :	163g CO2/kwh,	Danemark Est :	210g CO2/kwh,
Allemagne :	425g CO2/kwh		

-Intermittent, aléatoire et non-pilotable, il ne peut produire d'électricité utilisable par un consommateur sans le coupler à des centrales pilotables (nucléaires, hydroélectriques, à gaz ou à charbon) les dispositifs complémentaires de stockage ou de flexibilisation de la demande n'étant pas suffisants pour compenser leur intermittence. Il ne peut donc produire aucune électricité supplémentaire sans l'utilisation croissante de centrales pilotables associées qui pourraient parfaitement le faire à leur place. Il est donc inutile. Il met aussi en péril notre réseau électrique en déversant brutalement par grand vent sur le réseau des quantités devenues ingérables d'électricité.



-A défaut de nucléaire et d'hydroélectricité, ces centrales pilotables associées devront être de plus en plus à gaz ou à charbon comme en Allemagne, ce qui fera considérablement augmenter nos émissions de gaz à effet de serre par kWh supplémentaire produit. Des associations « écologiques » demandent déjà à l'Etat plus d'un milliard d'euros par semestre d'astreinte pour « carence climatique », ainsi que la mise en œuvre de mesures de rationnement en matière de logement, déplacement, nourriture...

-L'éolien, constatent aussi les ingénieurs, fait inexorablement grimper le coût de production de notre électricité, du fait du double investissement nécessaire (éolien ET centrales pilotables) pour une même consommation électrique, du développement considérable du réseau électrique qu'il entraîne et de la perte de rentabilité des centrales pilotables qui l'épaulent.

Il n'existe donc aucune raison de défigurer la France, de dégrader ses espaces terrestres et maritimes avec des éoliennes, et de nuire à la pêche côtière et à la biodiversité. Ces installations coûtent de plus en plus cher aux Français et ne leur servent à rien.

L'opinion ne le saisit pas encore, car rien de tout cela n'a filtré dans la plupart des médias, y compris les télévisions publiques. Elle finira par le faire au fil des échecs qu'elle constatera de la politique énergétique française, qui gaspille des sommes folles en subventions pour financer ce désastre. La cour des comptes allemande prévoit 600 Milliards d'euros pour le « tournant énergétique », la même somme est à prévoir en France pour le surcoût des prétendues « Energies Renouvelables », soit 20% en plus pour la dette. Les élus et les dirigeants sont directement responsables de ces décisions et leurs conséquences éventuelles.

Il faut donc surseoir à toute nouvelle implantation d'éoliennes dans notre pays tant que les conséquences de toute nature d'un développement de l'éolien n'auront pas été soigneusement analysées par **un comité d'experts libres de tous liens politiques et financiers**, et qu'un débat contradictoire n'aura pas eu lieu à ce sujet au Parlement sur la base du **rapport public** qu'ils produiront. Les sommes dépensées directement et indirectement pour l'éolien, avec celles pour le solaire photovoltaïque qui présente les mêmes défauts, se comptent déjà en centaines de milliards d'euros. Elles ont pesé lourdement sur le pouvoir d'achat des Français mais aussi sur le budget de l'Etat. Or elles s'accroissent rapidement. Et si l'on veut lutter contre le réchauffement climatique, au lieu de mettre ces sommes sur l'électricité où elles sont inutiles, mettons-les sur l'habitat, les transports et la chaleur renouvelable où elles seront efficaces. **Il est de la responsabilité de nos élus de faire cesser à tous niveaux ces coûteuses et inutiles dérives de notre politique énergétique, qui mettent en grand danger la sécurité énergétique des Français et leur pouvoir d'achat**

Références :

Cahier d'acteurs N°46 , la Mer en Débat

Entre fin 2008 et fin 2021, la puissance installée d'éolien et de solaire photovoltaïque a cru dans notre pays de 3,4 gigawatts (GW) à 31,8 GW**.

Corrélativement s'observe une augmentation quasi proportionnelle à cette puissance (figure1) du prix de l'électricité facturé aux ménages, de 112 à 193 euros/MWh soit de 72%, bien supérieure à celle qui aurait résulté de la seule inflation, environ 15 % sur cette période.

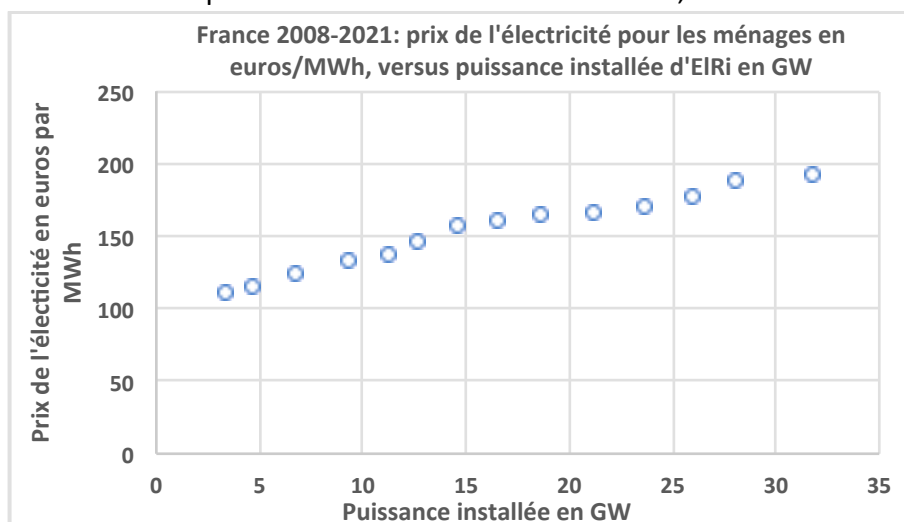


Figure 1 : évolution du prix de l'électricité pour les ménages français en fonction de la puissance installée totale d'éolien et de solaire PV (= Electricités « renouvelables » intermittentes= ElRi), de fin 2008 à fin 2021. Source des données : Eurostat

Ce phénomène n'est pas propre qu'à la France puisque l'évolution des prix de l'électricité pour les ménages, dans les pays d'Europe ayant déjà un parc important d'ElRi, montre que fin 2021 (figure 2), ce prix y était grosso modo proportionnel à la puissance installée d'ElRi par habitant.

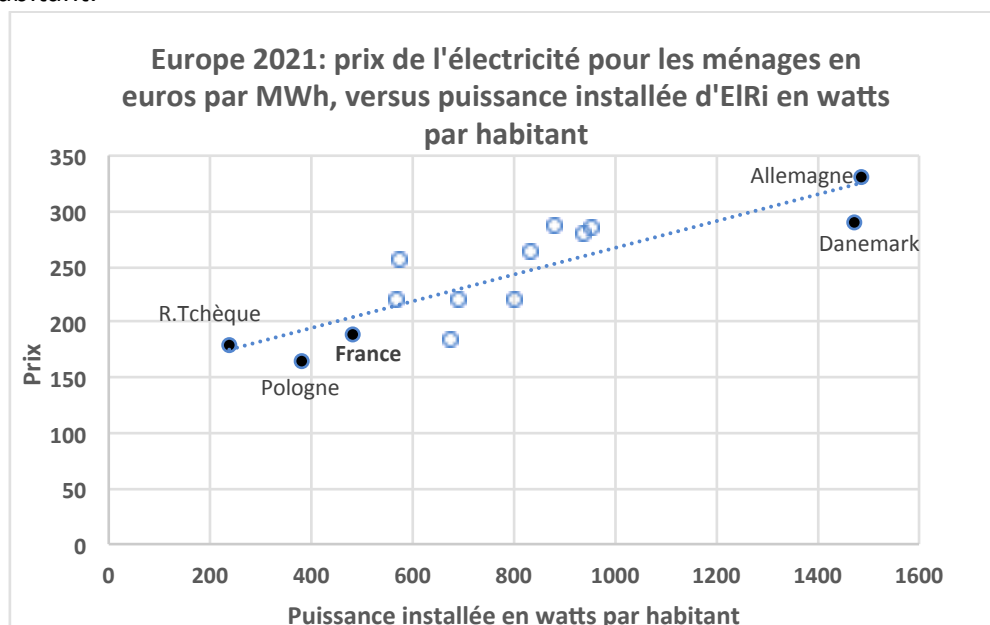


Figure 2 : Europe 2021 : prix de l'électricité pour les ménages fin 2021 dans 14 pays d'Europe ayant déjà un parc important d'ElRi, en fonction de leur puissance totale installée par